



Le 11 avril 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires remet son rapport 2017 au Parlement

L'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires a rendu public son rapport 2017.

Les prix en 2016

L'année 2016 se caractérise par un nouveau recul des prix à la production du lait, des bovins viande, du blé tendre et du blé dur, la progression de ceux du porc, des fruits et des légumes, et la quasi stabilité pour les volailles.

On constate également une nouvelle baisse des prix sortie industrie en 2016 des produits laitiers de grande consommation, de la farine et des pâtes, et dans une moindre mesure de la viande bovine et de la volaille. À l'inverse, les prix moyens sortie industrie des produits du porc progressent en 2016, après avoir diminué les deux années précédentes. Au stade du mareyage et de l'industrie, le prix du saumon fumé reste contenu malgré la hausse de prix du frais.

S'agissant des prix au détail en grandes et moyennes surfaces (GMS) des produits suivis par l'observatoire, on observe en 2016 une baisse du porc frais et des volailles, une hausse du jambon cuit et une quasi stabilité du panier saisonnier de morceaux de viande de bœuf. Pour les produits laitiers de grande consommation suivis, les prix en GMS sont quasi stables ou en baisse. Le prix au détail de la baguette ordinaire reste pratiquement stable, celui des pâtes alimentaires progresse légèrement. Le prix moyen du panier saisonnier de fruits et de légumes est en hausse, ainsi qu'au rayon marée, celui du saumon fumé, du lieu noir et de la sole.

Les coûts de production agricole en 2016

Les résultats, encore prévisionnels pour 2016, font état d'une baisse du coût de production en élevage porcin, qui passe de 1,44 € par kg de carcasse en 2015 à 1,38 €. Les coûts de production des élevages spécialisés de gros bovins de boucherie évoluent peu (3,50 € par kg vif pour les naisseurs-engraisseurs en 2016) et les marges nettes incluant la rémunération de l'éleveur restent négatives.

Les charges des producteurs de lait de vache atteignent 374,70 € pour 1 000 litres en 2016 contre 369,60 l'an passé, dégradant encore les revenus. En blé tendre, les marges nettes de 2016, rémunération incluse, sont négatives, les coûts de production à la tonne progressant fortement (269 € en 2016 contre 186 € en 2015) du fait de la baisse du rendement.

Les comptes des industries alimentaires

Sur les 9 premiers mois de 2016, les comptes de l'abattage-découpe de gros bovins sont stables avec un résultat courant de 9 centimes par kg de carcasse. Celui de l'abattage-découpe de porcs s'améliore, passant de 0 à 2 centimes par kg de carcasse. Les comptes de l'industrie de la charcuterie ne sont connus que jusqu'en 2015 : avec un résultat courant de 2,8 % du chiffre d'affaires, ils s'améliorent un peu cette année. Dans les autres industries, l'observatoire ne dispose pour l'instant que des comptes de 2014 (source Insee) : le résultat courant en % du chiffre d'affaires est quasi stable pour l'industrie laitière (3 %), il s'améliore dans l'industrie des pâtes alimentaires (5,5 %, +2 points) et diminue en meunerie (2,1 %, -0,7 point).

Les comptes des rayons alimentaires frais des GMS

L'analyse porte sur 2015. L'ensemble des rayons de produits carnés (boucherie, volailles, charcuterie) présente globalement une marge nette de 4% rapportée au chiffre d'affaires (CA) du rayon, volailles et charcuterie rééquilibrant la situation plus tendue du rayon boucherie. Vient ensuite le rayon fruits et légumes, qui passe cette année devant celui des produits laitiers avec une marge nette de 2,8 % (contre 0,2 %). Le rayon boulangerie présente une marge nette légèrement négative (-0,3 % du CA) tandis que le rayon marée se caractérise encore par un résultat nettement négatif (- 8 %). Au total, les rayons frais présentent une marge nette moyenne de 1,3 % du CA.

« L'euro alimentaire » : une approche globale du partage final de nos dépenses alimentaires

Cette approche nécessite des sources complexes produites avec un certain délai par l'Insee et Eurostat, aussi porte-t-elle sur 2013.

Dans 100 € de dépenses alimentaires en point de vente ou dans la restauration commerciale ou collective, 64,7 € sont répartis dans l'économie nationale sous forme de valeurs ajoutées, qui se partagent elles-mêmes en salaires bruts et profit brut (rémunération du capital, épargne). Les 35,3 € restants sont des importations d'aliments (10,9 €) et de biens intermédiaires entrant dans la chaîne de production et distribution alimentaire (14,9 €) et les taxes sur les produits (9,5 €).

La valeur ajoutée induite totale par les dépenses alimentaires (64,7 € au total) se répartit entre les industries alimentaires pour 11,7 €, la restauration à hauteur de 13,9 €, les commerces de gros et détail (15,4 €) et les services (14,3 €). La valeur ajoutée induite dans l'agriculture et la pêche représente 6,2 €, pour une valeur de produits agricoles incluse dans la valeur de la consommation alimentaire de 14,7 €.

« L'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires apporte un éclairage sans équivalent au niveau européen sur les prix agricoles et alimentaires, grâce à des données objectives. Il envisage, pour son prochain rapport, de nouvelles améliorations, qui nécessitent toutefois le concours de tous les maillons et institutions partenaires », a conclu son Président, Philippe Chalmin.

Au-delà de chiffres qui font référence, l'observatoire se veut un lieu de débats constructifs, de dialogue et d'écoute, susceptible de contribuer à la construction de stratégies collectives et partagées, dans l'intérêt général des filières agricoles et agroalimentaires.